



d'autres chemins...

Le fond de dotation Hétérodes vous propose d'aider toute recherche d'innovation sociale et technique visant à fournir des solutions aux enjeux actuels de l'humanité et aux futures évolutions de notre planète.

PRINCIPAUX ENJEUX

- Toutes nos ressources matérielles ont une origine naturelle
- Ces ressources sont menacées par un développement humain inadapté (eau, océan, terre arable, forêts, biodiversité, air, stabilité climatique, ressources minérales et fossiles sont des **Biens Communs Mondiaux**)
- L'accès à ces ressources doit être régulé localement et globalement, individuellement et collectivement, selon les modalités de la bonne gestion des « **biens communs*** », selon des lois simples équitables et cohérentes, afin d'être acceptées démocratiquement en France. Ce cahier propose un dispositif gratuit, simple et efficace, qui garanti un résultat écologique et social, sur les 12 thèmes ici proposés avec des effets secondaires qui seront eux aussi, vertueux et bénéfiques.

* voir Elinor Ostrom

CAHIER D'ACTEUR

Fond de dotation HÉTÉRODES :

Un dispositif sûr, global et transversal, pour synchroniser tous les acteurs, et décarboner tous nos usages.

(Synergie sur les 12 thèmes proposés)

UNE MEME BOUSSOLE POUR LES 12 THEMES

Le marché mondial repose sur une vaste pyramide de Ponzi. Les derniers arrivés payent pour les premiers bénéficiaires.

Ce mécanisme économique s'est imposé partout, l'hubris, la compétition, le gain à court terme, gouvernent nos sociétés. Ce système élimine ceux qui ne se soumettent pas à ce jeu. Même un marché libre et non faussé tend mathématiquement vers un seul acteur, qui capitalisera toutes les ressources, selon les conclusions des recherches de Bruce Boghosian :

<https://www.pourlascience.fr/sd/economie/aux-sources-mathematiques-des-inegalites-de-richeesse-18601.php>

Le plus grave fléau épidémique est celui des inégalités, selon les travaux de l'épidémiologiste Richard Wilkinson :

<https://www.franceculture.fr/emissions/linvite-des-matins/richard-wilkinson-et-denys-arcand-deux-regards-sur-les-inegalites>

Le marché actuel est faussé par les pouvoirs croisés et la corruption, des financiers, industriels, politiques, médias, justice. Ce système planétaire de Ponzi fait déjà des victimes. La fin de sa logique de développement sera cataclysmique.

Il nous faut réagir et ne pas attendre cette fin dramatique. Si nous voulons préserver la vie sur terre et ses ressources naturelles, sans éliminer une partie de l'humanité, nous devons **nous rationner**, c'est le meilleur remède au système de Ponzi. Un rationnement égalitaire (partage égalitaire de l'accès aux ressources naturelles) sera facteur de qualité de vie pour les plus faibles et facteur de bonne santé pour les plus riches, eux mêmes malades de leurs excès et de la peur de manquer. voir la thèse de Mathilde Szuba : <http://www.theses.fr/200642057>

IDEES ET REALITES

Rationner les biens communs mondiaux.



QUOI RATIONNER ?

- Chaque membre de la société doit avoir un égal accès à l'énergie non (ou peu) renouvelable. L'énergie est à la base de la satisfaction de tous nos besoins.

Rationner l'énergie de manière non monétaire, cela nous oblige tous à "**faire beaucoup avec peu**".

Compte tenu de l'effet de serre, qu'il nous faut maîtriser, la valeur comptabilisée sera le poids physique d'émission de gaz équivalent au CO2.

- Le poids global d'un pays, constaté par an, sera distribué à tous ses habitants, sous forme d'allocation carbone individuelle égalitaire, après déduction des services mutualisés (santé, infrastructures, régaliens).

- Cette valeur de kgCO2 comptabilisée physiquement avec une monnaie blockchain spécifique, selon des algorithmes publics, transparents, et choisis démocratiquement, permettra de tenir tous les comptes participants au système, en respectant l'anonymat des échanges privés des citoyens, contrairement aux comptes des professionnels, pour lesquels la traçabilité sera la règle.

- Cette transparence comptable du carbone indiquera les progrès d'efficacité énergétique, et dynamisera la coopération, rendue systémique par ce dispositif.

- pour une gestion planétaire, ce principe pourra se généraliser dans tous les pays, comme la TVA. Pour respecter les accords des COP 21, entre autres, la quantité globale de CO2 à répartir dans chaque pays diminuera progressivement tous les ans, de la valeur permettant un rattrapage entre pays.

QUI RATIONNER ?

- Tout membre de la communauté sera concerné. Pour se procurer une ressource, il devra en payer le prix « carbone ». Chacun ayant le même pouvoir d'achat carbone, il devra gérer son budget personnel selon ses préférences et ses opportunités. C'est lui qui aura le pouvoir de décider quel est le meilleur service qualité / prix € / prix carbone.

- Toute entreprise intermédiaire ou tout indépendant devra répercuter ses coûts professionnels à ses clients, afin d'équilibrer au mieux son exercice. Cette comptabilité carbone sera aussi simple pour les professionnels que la comptabilité € actuelle. Les pros optimiseront leur prix carbone, pour mieux répondre aux besoins de la clientèle, qui eux sont rationnés en monnaie carbone.

- Le pari est que cette ration ne sera jamais critique, car tous les acteurs feront des efforts dans le même sens, pour réaliser cette transition énergétique, tant espérée par tous, mais actuellement inexistante.

- Les services publics auront leur budget carbone, comme ils ont actuellement un budget financier. Pour eux la contrainte carbone se rajoutera à la contrainte financière classique, de manière lisible. Comme tout le monde, ils bénéficieront des efforts de tous pour décarboner rapidement l'économie, puisque cette contrainte est également bien répartie.

- les fournisseurs d'énergie seront sous l'étroite surveillance des contrôleurs des douanes.

Aucune énergie fossile ne pénétrera dans le pays sans être répertoriée et indexée dans la base de valeur blockchain. Ces fournisseurs seront redevables de l'exacte valeur carbone qu'ils devront faire payer à leurs clients. Ils sont donc à l'origine de la chaîne de valeur qui se répercute au fil de tous les intermédiaires, jusqu'au consommateur final. Pour eux ces opérations sont neutres, sans contrainte particulière. Ils seront ainsi informés à l'avance que les quantités à livrer baisseront régulièrement. Cette prévisibilité leur permettra de faire des investissements sûrs, ce qui stabilisera leurs prix.

RATIONNER LE CARBONE DANS LES 12 THEMES

Ce dispositif global et transversal, qui coordonne tous les acteurs du pays sur l'objectif d'améliorer en permanence le rendement énergétique, c'est-à-dire d'obtenir toujours plus de satisfaction avec toujours moins d'énergie nécessaire, ce dispositif est appelé :

*Quota Carbone Individuel Egalitaire, Compte Carbone
Dotation Carbone Individuelle Egalitaire,
Allocation carbone, Allocation Climat, Carte Carbone*

Des sites développent ces idées et en débattent :
comptecarbone.cc allocationclimat.fr agenceclimat.fr
Idées méconnues d'un public qui devrait s'en saisir.

1. Quel équilibre entre recours à la sobriété énergétique et recours aux technologies nouvelles ?

Bien malin sera celui qui pourra prévoir !

L'avantage de la dotation carbone c'est qu'elle garanti le résultat et pousse en même temps la recherche de sobriété et les réelles alternatives techniques. Depuis des années la technologie prétend pouvoir tout résoudre, ces promesses restent vaines et inefficaces. Par manque d'indicateurs d'impact simple et fiable, elles captent souvent des subventions publiques qui seront dilapidées pour rien, en € comme en carbone. Le dispositif des dotations carbone, en indiquant à tous et en permanence le juste prix carbone, fourni un arbitrage bien plus efficace que toutes les agences spécialisées en ACV, il identifie la bonne innovation technique, celle qui sera porteuse de vrais progrès.

2. Quelles conditions pour une véritable culture du bas-carbone ?

Voir les arguments du cahier n°6 porté par CITEGO. Le compte carbone et la dotation distribuée, permet à chacun de gérer au mieux son empreinte, grâce à l'étiquetage de tous les biens et services.

3. Souveraineté économique et échanges internationaux dans la transition : quel équilibre ?

La résilience de notre société au choc climatique, passe par une souveraineté locale, alimentaire et

économique, mais le système concurrentiel mondialisé ne le permet pas actuellement.

Seul un dispositif comme l'allocation carbone aura la capacité d'influer les marchés dans le bon sens, en instaurant une unité de valeur carbone indépendante des spéculations financières. Ainsi chaque échange, sera l'objet d'un arbitrage énergétique significatif.

4. Quel accompagnement des ménages, entreprises, salariés et territoires pour une transition juste ?

L'étiquetage carbone généralisé et banalisé sera un accompagnement décisif pour tous les acteurs. L'économie carbone n'aura plus de secret, chacun en tirera profit, comme chacun gère déjà ses €.

Ce sera une grande simplification pour l'Etat, une économie de moyens humains et bureaucratiques. Moins de blocage réglementaire pour les citoyens. Des « communs numériques » permettront les échanges d'innovation sociale et de technique douce.

5. Quel équilibre entre les différents outils de politique publique dans la lutte contre le changement climatique ?

Voir le cahier n°4 porté par Escape-jobs.fr.

L'incitation, résultant d'une comptabilité carbone sur le terrain, permet de renverser le sens de l'information qui deviendra plus ascendante et moins descendante. Plutôt que d'essayer de convaincre ou de contraindre le citoyen, la politique publique se contentera d'évaluer les événements, d'anticiper les évolutions et de n'intervenir que sur les dysfonctionnements. Cette responsabilisation du terrain pourrait être un facteur de réconciliation entre des citoyens qui gagnent du pouvoir et des technocrates moins stressés, plus autonomes.

6. Comment assurer une meilleure intégration des efforts d'atténuation dans les politiques territoriales ?

Une société ainsi pacifiée et responsabilisée permettra une montée en puissance des conventions citoyennes locales, qui seront des lieux créatifs pour décider quelles sont les priorités qui nécessitent des efforts territoriaux d'atténuation.

7. Quelle répartition par secteur (bâtiment, transport, agriculture, déchet, industrie, production et transformation d'énergie) de l'effort supplémentaire pour le rehaussement de l'objectif climatique à l'horizon 2030 ?

Avant de discuter d'un effort supplémentaire, il serait utile de constater et d'évaluer les résultats des premiers efforts, et voir alors où sont les faiblesses. Avec le dispositif de quotas carbone individuel, c'est les citoyens de base qui décident de la répartition de leurs dépenses carbone, par secteur d'activité. L'observation par tous de ces choix et de leurs évolutions aideront les décideurs à mieux planifier leurs investissements, en fonction des réels besoins.

8. Comment baisser les émissions du transport ?

Par la contrainte du budget carbone qui se réduit, sur le long terme la relocalisation des activités, logement - travail - loisir, y contribuera. De même, le covoiturage, les véhicules partagés, l'allègement des véhicules diviseront les impacts par 2 ou 3, sans diminution d'usage. L'électrification des vélos, le sport lors des déplacements, seront utiles à la santé et aux budgets. La technique progressera peu sur ce secteur mature.

9. Quelles évolutions pour le secteur du bâtiment ?

C'est aux usagers et aux artisans d'innover ensemble, plutôt qu'aux industriels d'imposer leurs normes. Pourquoi isoler un bâtiment peu chauffé ? Les valeurs en poids carbone optimiseront les choix.

10. Quelle agriculture dans un futur bas-carbone ?

La transition agricole est impossible dans les conditions économiques actuelles. La monnaie carbone sera la forte incitation qui manque à ce secteur si important et si vital. Les solutions techniques existent, il ne manque que l'incitation pour remplir ce puits potentiel de stockage de carbone.

11. Quelle place pour la forêt et les produits bois dans la stratégie climatique nationale ?

La forêt aussi peut stocker du carbone. Mais elle produit peu de M3 de bois par habitant et par an. Quand les énergies fossiles manqueront, la forêt sera surexploitée, il faudra alors rationner aussi le bois.

12. Comment organiser la fin des énergies fossiles à l'horizon 2050 ?

Le dispositif d'allocation carbone permet d'atteindre l'objectif fixé de manière démocratique et libérale. Avec des outils et des droits équitablement répartis, les citoyens feront face à leur devoir d'inventer ce nouveau monde, sans énergie fossile, mais avec des savoirs, de l'expérience et de l'intelligence collective.

SYNTHESE

Le dispositif de **Compte Carbone (CC)** avec une **allocation carbone individuelle égalitaire** dynamisera la transition de manière globale, libre et décentralisée et donc socialement créative et joyeuse. 100% des émissions seront intégrées au dispositif. Une pratique individuelle sans rebond, qui renforcera tous les efforts collectifs, institutionnels et structurels. Une application à essaimer sur toute la planète, pour permettre à tous les humains de vivre un "atterrissage" en douceur, chacun sur son territoire. Voir *Bruno Latour "Où atterrir" Comment s'orienter...*

CC agit bien sur les 12 thèmes de la SFEC

Ce dispositif CC garanti le résultat décidé :

- réduit l'empreinte carbone et ses pollutions
 - améliore les rendements énergétiques
 - réduit les inégalités financières de revenu
 - implique tous les acteurs, en toute équité
 - ne nécessite pas d'investissement couteux spécial
 - s'applique progressivement, sans choc social
 - gestion décentralisée, fédérée et démocratique
 - parfaite symétrie d'information à tous les acteurs
 - revalorise le travail humain, donc moins de chômage
 - remplace et évite l'accumulation de règles inefficaces
 - crée les conditions d'une désescalade militaire
 - réduit notre dépendance à la fin d'un cycle de Ponzi
- Le Compte Carbone pourra remplacer les obligations « hors sol », qui sont de pratique courante, et réduire le risque d'excès technocratique ou réglementaire, (*1 seule solution imposée à des cas tous différents*).

Le Compte Carbone est trop méconnu des décideurs, un effort de conceptualisation et de faisabilité est nécessaire et urgent pour en comprendre tous les avantages, et le proposer à un vote par référendum. Plus de détail sur les cahiers d'acteur n° 4 et n° 6, qui appliquent ce dispositif sur les thèmes n°5 et n°2 *Hétérodes (d'autres chemins) n'a aucun lien d'intérêt, sinon contribuer à une transition juste et viable.*